

REPORTAGE. À la prison de Rennes, le quotidien sous surveillance des femmes radicalisées

Ouest-France, Angélique Cléret, le 15 janvier 2022

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/reportage-a-la-prison-de-rennes-le-quotidien-sous-surveillance-des-femmes-radicalisees-2336ca76-74a8-11ec-ac16-2e31ae11eb47>

Neuf femmes, prévenues ou condamnées pour des faits de terrorisme, sont prises en charge à la prison de Rennes, dans un quartier spécifique baptisé QPR et ouvert le 4 septembre 2021. Leurs journées y sont très rythmées.

Au menu, pommes de terre et ratatouille, pain, pomme et biscotte. Tirant un chariot de service, deux surveillantes font la distribution du dîner aux neuf détenues du QPR de Rennes, un sigle nouvellement venu dans le paysage pénitentiaire, pour désigner les quartiers de prise en charge de la radicalisation.

Il est 18 h 15, à la prison des femmes. La députée Laurence Maillart-Méhaignerie (2e circonscription d'Ille-et-Vilaine) effectue une visite de l'établissement. Sa quatrième, depuis le début de son mandat.

L'élue LREM s'intéresse au travail pénitentiaire, face à la radicalisation islamiste et au risque terroriste. « ***Vous êtes-vous parfois senties en insécurité ?*** », demande-t-elle aux surveillantes. La réponse est négative. « ***Une fois, une détenue restait trop près de la porte, alors nous lui avons demandé poliment de s'éloigner, plus près de la fenêtre*** », informe l'une d'elles.

Rapatriées de Syrie

Six ans après les attentats de novembre 2015, et alors que se tient, devant la cour d'assises spéciale de Paris, le procès de ces attaques ayant entraîné la mort de 131 personnes, le sujet s'impose comme toujours préoccupant.

Quel est le profil de ces détenues ? Quelles ont été leur trajectoire de radicalisation ? Comment réussir la déradicalisation ? Les traits psychologiques sont pluriels, les réponses doivent l'être aussi. « ***Restons humbles***, prévient François Toutain, directeur du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip). ***La moindre faille peut nourrir un ressentiment de ces détenues, vis-à-vis de la société. Nous travaillons à un objectif de renoncement à la violence. Nous disons : la religion ne pose pas de problème, mais l'usage violent que vous en faites, si.*** »

Certaines sont allées en Syrie, parfois accompagnées d'enfants, quand d'autres ont émis des velléités de rejoindre Raqqa. Leur identité, que nous ne dévoilerons pas, est inscrite sur la porte de leur cellule individuelle. 11 m² contenant un lit, une douche, un petit bureau, un téléphone fixe accroché au mur. Elles y passent leurs nuits, coupées du reste de la détention. Mais elles n'y restent pas enfermées 24h/24h.

« Pas une maison de poupées »

Le quartier spécialisé compte une petite salle de sport, une salle pour les activités pédagogiques et culturelles « **à six maximum** », et bientôt, un cabinet médical. « **Ce n'est pas une maison de poupées pour djihadistes**, aime à répéter la directrice, Véronique Sousset. **Les mesures de sécurité y sont renforcées** », avec passe-menottes aux portes et double barreaudage aux fenêtres, notamment.

« **Elles ont les mêmes droits que les autres détenus : aux parloirs, aux rencontres en UVF (unité de vie familiale) et aux visites d'avocats. Mais leurs mouvements sont accompagnés.** » Pareil pour la promenade qui s'effectue dans un petit rectangle de cour, habillé de quelques équipements de fitness et d'un morceau de gazon.

Une équipe pluridisciplinaire analyse leur propos comme leurs silences, pour orienter la prise en charge. Les journées de ces détenues sont plutôt denses : rencontres avec les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, les éducateurs, les psychologues, l'assistante de service social, le médiateur du fait religieux ou la coach sportive.

« **Notre intervention s'effectue sur trois terrains : la place de la femme dans la religion, dans le couple, et leur place comme mère**, développe François Toutain. **Nous travaillons aussi sur l'estime de soi et la réappropriation du corps.** »

« De la femme du djihadiste à la femme djihadiste »

Les détenues au QPR y restent six mois, renouvelables, avec des évaluations périodiques. Les premières femmes y sont depuis quatre mois. La plupart y poursuivront leur détention. « **Chez les hommes, nous avons observé qu'il faut en moyenne 19 mois pour un processus de déradicalisation.** »

Un travail considérable est mené dans ce « **premier QPR pour femmes, en France et même en Europe** », dans un domaine où l'on a beaucoup appris ces dernières années, et où le paradigme a changé : « **Nous sommes passés de la femme du djihadiste à la femme djihadiste** », selon Véronique Sousset.

La directrice s'appuie sur « **une cohésion d'équipe** », pour vanter la « **réussite** » de l'unité ouverte en septembre 2021. À terme, 29 cellules seront aménagées (16 places dès 2022) dans l'ancienne maison d'arrêt, qui sera totalement transférée après travaux, dans une aile du centre de détention.

Illustration(s) :

Ouest-France

Laurence Maillart-Méhaignerie, députée en visite au quartier de prise en charge de la radicalisation (QPR) du centre pénitentiaire pour femmes de Rennes, jeudi 13 janvier 2022, quatre mois après son ouverture (avec la directrice Véronique Sousset et François Toutain, directeur du Service pénitentiaire d'insertion et de probation).